

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
B.P. 208 - 13211 Marseille Cédex 1  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
« le prolétaire »  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
« le prolétaire »  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 27 F et 14 F  
par avion : 25 F et 13 F  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)

11<sup>e</sup> ANNEE - N° 161  
19 nov. au 2 déc. 1973.

LE NUMERO :  
0,80 F

## Les bénéfices de la « prospérité » bourgeoise : inflation, hausse du coût de la vie, blocage des salaires, aggravation de l'exploitation

L'inflation galopante dont la classe ouvrière fait les frais dans tous les pays réduit une fois de plus à néant les mythes bourgeois du progrès économique et de la prospérité qui profiteraient également à toutes les classes de la société. Chacun peut voir la bourgeoisie accroître sa richesse et sa puissance dans des proportions inouïes en s'appropriant et en accumulant sans cesse le fruit du travail des exploités ; chacun peut voir la production industrielle croître à des rythmes inégalés dans tous les pays, ou entendre les experts bourgeois se féliciter du boom économique sans précédent que connaît le capitalisme mondial depuis un an. Au même moment, en pleine période de « prospérité » capitaliste, les salaires réels de la classe ouvrière diminuent partout en raison d'une hausse galopante du prix des moyens de subsistance qui dépasse largement les hausses de salaire conquises ici ou là. Ainsi donc, quand l'économie bourgeoise est en difficulté, la classe ouvrière doit faire les frais de la « mauvaise conjoncture » en subissant le chômage et la compression des salaires ; quand l'économie bourgeoise est prospère, les prolétaires voient la durée et l'intensité du travail s'aggraver, et leur salaire réel diminuer par le jeu de l'inflation.

Dans tous les pays capitalistes ultra-développés, les prix augmentent maintenant à des taux moyens dépassant 10 % par an. Ceux des matières premières ont augmenté de plus de 30 % en l'espace d'une année. Ceux des produits alimentaires, qui représentent la plus grosse partie des budgets ouvriers, croissent à des rythmes annuels de l'ordre de 15 à 20 % : les derniers indices officiels, dont chacun sait qu'ils sont truqués, avouaient des hausses annuelles de 19,9 % aux U.S.A., 13 % en Italie, 12,3 % au Japon, 10,3 % en France et en Angleterre (O.C.D.E., Principaux indicateurs économiques, octobre 1973).

C'est pourtant le mode de production capitaliste qui, en développant à une échelle prodigieuse les forces productives et la productivité du travail social, a provoqué historiquement la baisse du temps de travail nécessaire à

la fabrication de toutes les marchandises reproductibles, donc la baisse de leur valeur, et, dans des conditions normales de libre concurrence, de leur prix. Aujourd'hui, l'effet des gains de productivité est balayé par cette inflation galopante qui, de l'aveu même des spécialistes bourgeois, ne pourrait être maîtrisée qu'au prix de la catastrophe économique. Quand on ne peut soigner le mal sans tuer le malade, c'est qu'il est inguérissable : on ne saurait avouer plus clairement que la hausse des prix ne provient pas d'accidents momentanés du capitalisme comme veulent le faire croire les bourgeois, ou d'une mauvaise gestion de tel ou tel gouvernement ou ministre comme veut le faire croire l'opportunisme, mais bien du développement même de la production capitaliste parvenue à son stade le plus avancé, c'est-à-dire impérialiste.

### L'inflation, produit inéluctable du développement capitaliste

La cause fondamentale de l'inflation est en effet étroitement liée à deux phénomènes dont la marche suit inéluctablement le développement et le vieillissement du mode de production capitaliste : d'une part, par le jeu de l'accumulation et de l'absorption des petits capitaux par les gros, autrement dit de la concentration et de la centralisation du capital, le monopole tend historiquement à remplacer la « libre concurrence » et à se généraliser dans toutes les branches ; d'autre part, les investissements toujours croissants exigés par un mode de production dont l'accumulation sans trêve est la loi fondamentale, provoquent une tendance historique à la baisse du taux de profit moyen, qui finit, malgré les tendances contraires, par se manifester à la longue de manière aiguë. Menacé par l'étouffement sous son propre gigantisme faute d'un profit suffisant, le capital croit trouver dans ce même gigantisme

une issue, en profitant du monopole qu'il lui confère pour augmenter artificiellement ses prix de vente et accroître ainsi son profit au-dessus du taux moyen ; et tant que cette pratique n'est pas généralisée, elle réussit effectivement, non à créer une plus-value supplémentaire, mais à transférer au profit des monopoles une proportion supérieure à la « normale » capitaliste de la plus-value globale extorquée à l'ensemble de la classe ouvrière par le capital social, au détriment des branches où la concurrence interdit d'augmenter artificiellement les prix : les petits voleurs capitalistes se font en somme voler par les gros.

Au début, les gros capitaux agissent unilatéralement ou passent des accords de cartels, tacites ou déclarés, avec les concurrents de la même branche industrielle. Mais voilà que la concentration et le monopole se généralisent : les capitaux en présence tendent alors à passer des ac-

cords au niveau national, sous l'égide de l'Etat qui joue son rôle de comité d'affaires de la bourgeoisie, pour tenter de répartir, grâce à une fixation administrative des prix, l'ensemble de la plus-value entre les divers capitaux d'une branche ou de plusieurs branches se fournissant l'une l'autre, voire de l'ensemble des grandes branches productives. Simultanément des cartels de branche se négocient à l'échelle internationale. Mais le procédé ne pouvait fonctionner sans inconvénients qu'autant qu'il était l'apanage de quelques capitaux privilégiés : or la concentration croissante et la baisse du taux de profit tendent à précipiter la généralisation des pratiques monopolistes. Lorsque la hausse artificielle des prix pour s'attribuer un profit supérieur au taux moyen jugé trop bas est pratiquée dans l'ensemble des branches, l'ensemble des prix monte sans qu'aucune valeur ait été créée pour autant : le pouvoir d'achat de la monnaie baisse, la hausse des prix d'achat annule l'effet de la hausse des prix de vente, et il ne reste plus à chacun qu'à recommencer de plus belle. L'opération aura toutefois été profitable au capital dans la mesure où le prix de la force de travail n'aura pas suivi les autres prix, et où le rongement insidieux des salaires aura permis d'augmenter les profits capitalistes. Il demeure qu'en

cherchant tous à échapper à la baisse du taux de profit par des pratiques monopolistes, les capitaux provoquent un mouvement de hausse généralisée des prix industriels, qui apparaît inéluctablement à partir d'un certain degré de concentration et de monopolisation, donc à partir d'un certain stade du développement capitaliste.

D'autres causes de hausse viennent aggraver les effets de ce mécanisme fondamental, à commencer par la « prospérité » capitaliste, car la forte demande généralisée qui caractérise le développement des « affaires » dans la phase montante du cycle est alors un facteur supplémentaire de hausse des prix.

Les coûts de production sont également alourdis par la hausse généralisée du prix des matières premières (qui concerne tous les matériaux et pas seulement le pétrole que la guerre du Moyen-Orient a remis au premier plan de l'actualité). A la faveur des rivalités inter-impérialistes, les classes dominantes des pays producteurs s'efforcent de récupérer la rente foncière empochée jusqu'alors par l'impérialisme, et qui souvent rentrait directement dans le profit du capital industriel ; l'obligation de payer cette rente au nouveau propriétaire du sol augmente les coûts de production du capital et se répercute sur les prix de vente. Mais surtout, la croissance généralisée,

la production pour la production, l'accumulation effrénée, les énormes besoins des puissances impérialistes, créent une forte demande et une concurrence accrue pour les matières premières, obligent à rechercher et à mettre exploitation de nouveaux gisements toujours plus coûteux à exploiter (cf. par exemple le pétrole *off-shore*), et provoquent ainsi une hausse massive des prix qui est une conséquence inéluctable de la *frénésie productive* qui caractérise le capitalisme (1).

Enfin il faut signaler, dans le domaine des prix agricoles (qui se répercutent sur ceux des produits alimentaires), l'aggravation des prix due aux politiques de protection douanière et de fixation des prix par l'Etat qui, dans le but de rationaliser l'expropriation des masses paysannes en évitant les réactions trop violentes, augmentent la rente payée aux propriétaires du sol, et font supporter par la classe ouvrière non seulement l'enrichissement des gros propriétaires fonciers, mais aussi tout le poids de la « paix sociale » du capitalisme avec la paysannerie. C'est ainsi qu'aux U.S.A. le prix des terres

(suite page 2)

(1) Pour une explication plus détaillée, voir le rapport sur *L'impérialisme et les matières premières*, *Le Prolétaire*, nos 140 à 142.

## Quand se fondait la prétendue IV<sup>e</sup> Internationale

Le 3 septembre 1938, à Périgny, dans la maison de Rosmer (le représentant notoire de l'anarcho-syndicalisme français, puis du Parti Communiste et de l'Opposition), 21 délégués de 11 pays se réunirent en congrès, ce congrès qui fut défini comme le « Congrès de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale », « Parti mondial de la Révolution socialiste ».

Léon Trotsky et ses disciples croyaient ainsi avoir fait un premier pas sûr dans la voie tracée à partir de 1933, époque où l'Opposition de Gauche reconnut « le 4 août de la III<sup>e</sup> Internationale » dans la défaite définitive du prolétariat allemand, axe stratégique de la révolution européenne et internationale ; défaite dans laquelle culminait l'œuvre néfaste de la direction stalinienne qui avait désormais rejoint la social-démocratie passée depuis 20 ans dans le camp de la bourgeoisie.

Toujours est-il qu'au « Congrès », trois délégués votèrent contre la fondation de l'Internationale. Deux étaient polonais, et les thèses qu'ils adoptèrent furent rédigées par Isaac Deutscher.

D'autres « amis de Trotsky », comme Victor Serge, sur le point de s'élaner dans l'anticommunisme libéral-libertaire, ou Pierre Frank (par la suite dirigeant du Secrétariat Unifié actuel) y étaient encore opposés ou s'y seraient opposés par la suite. Mais ces objections étaient dans l'ensemble inspirées par une version, même pas voilée du « fatalisme révolutionnaire », et dans le cas de Deutscher, les objec-

tions luxembourgiennes à la fondation de l'Internationale Communiste resurgissaient. Quand Trotsky affirmait la nécessité prioritaire de former un noyau international installé solidement sur des positions révolutionnaires, cette condition non exclusive ni suffisante mais non négligeable de la reprise révolutionnaire plus ou moins proche, et de toute façon indispensable pour chercher à exploiter dans un sens révolutionnaire le futur conflit, il ne faisait qu'énoncer une VÉRITÉ PREMIÈRE du marxisme. Cette vérité est d'autant plus importante et fondamentale que, paradoxalement, elle est moins évidente, à tel point qu'elle fut ignorée et bafouée par la Droite, le Centre, la « Gauche » et aussi par l'« extrême Gauche ».

Trotsky savait très bien que la reprise révolutionnaire n'aurait pu être le résultat de la seule *propagande*, de plus menée par des moyens quantitativement infimes : il avait déjà fustigé cette pieuse illusion chez Gorter — mais aussi il savait bien que sans un embryon suffisamment formé du Parti, qui puisse croître au contact de la masse ouvrière et parvenir à la

guider, chaque « radicalisation » de la masse elle-même est destinée à rester enfermée dans la sphère de la politique bourgeoise et des agitations historiquement stériles ; et même il avait déjà dénoncé cela, toujours chez Gorter, dont l'illusionisme propagandiste s'accouplait (et il n'y a là qu'en apparence une contradiction qui remonte pour le moins à Bakounine) au culte de la *spontanéité*.

Si Trotsky s'est trompé, ce ne fut pas en montrant la nécessité d'une nouvelle Internationale, ni pour avoir vu cette exigence comme un impératif de travail, au lieu de la reconnaître abstraitement dans le silence ouaté des « bibliothèques » où se réfugiaient — et ils s'en vantaient ! — les Korsch et les Pannekoek. Ce fut justement par spontanéisme : il espérait que le *décclin* du capitalisme radicaliserait et ferait mûrir en même temps les masses et ce noyau *hétéroclite* et *confus* depuis sa naissance, et qui, ni pour la théorie, ni pour l'ordre et les dispositions pratiques n'était comparable, même de loin, au noyau (bien entendu, petit lui aussi, mais avec un poids proportionnel différent) qui donna vie en 1903 au parti bolchevik, le parti qui fut l'élément prépondérant mais aussi l'unique élément totalement sain des « internationalistes de Zimmerwald ».

(Suite page 4.)

# Les bénéfiques de la « prospérité » bourgeoise

agricoles a augmenté de près de 40 % en 5 ans, et augmente actuellement au rythme de 10 % par an (US News and World Report, 12-3-73); en France, il a été multiplié par 6 entre 1950 et 1968 (Economie et statistique, 6-71).

De nombreuses causes secondaires et induites viennent ajouter leurs effets aux facteurs fondamentaux que nous venons de résumer, en particulier la fameuse spéculation par laquelle le petit-bourgeois explique invariablement tous ses maux. Certes, la spéculation fleurit inévitablement partout où existent les rapports marchands, la marchandise et la monnaie; mais comme l'écrit Marx, « les écono-

mistes qui prétendent expliquer par la spéculation les spasmes réguliers de l'industrie et du commerce rappellent cette école philosophique aujourd'hui disparue qui considérait la fièvre comme la vraie cause de toutes les maladies ». Les vraies causes de la maladie inflationniste du capitalisme moderne proviennent de son excès de développement, en combinant les mécanismes de la concentration et du monopole, de la baisse du taux de profit, de la concurrence interimpérialiste, de la rente foncière, autrement dit toutes les caractéristiques du capitalisme le plus développé pourissant sur pied dans sa phase impérialiste, sénile et parasitaire.

## Profit contre salaire, bourgeoisie contre prolétariat

L'économie politique bourgeoise a cependant trouvé — elle est payée pour ça — un autre coupable: la classe ouvrière, dont les revendications salariales excessives provoqueraient la hausse des prix. Alors que les salariés sont les premiers à faire les frais de l'inflation, la bourgeoisie veut les empêcher de réagir contre l'aggravation de leurs conditions de vie en instaurant des « plans de stabilisation » ou de « blocage des prix et des salaires » destinés à briser les revendications salariales. Marx a fait justice il y a plus d'un siècle de la « théorie » bourgeoise en montrant que ce n'est pas le salaire qui détermine les prix des marchandises, mais bien les prix des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail qui déterminent la valeur de celle-ci, et donc le salaire.

La hausse des salaires payés aux ouvriers ne modifie pas d'un iota la valeur des marchandises qu'ils fabriquent, mais diminue le profit du capitaliste qui, en situation normale de marché concurrentiel, ne peut fixer les prix au-dessus de la valeur sociale de la marchandise; ce n'est que par des pratiques monopolistes du type de celles que nous avons décrites plus haut que le capitaliste peut fixer le prix de sa marchandise au-dessus de sa valeur sociale, et ces pratiques sont en elles-mêmes totalement indépendantes de la hausse ou de la baisse des salaires — Messieurs les capitalistes n'attendent pas la pression ouvrière pour fixer leurs prix

## Lutte économique et lutte de classe

Nous avons vu que la hausse des prix était une conséquence inéluctable du développement capitaliste, et que sa véritable signification pour la classe ouvrière était l'aggravation de son exploitation. C'est pourquoi la seule réaction correspondant véritablement aux intérêts de classe immédiats du prolétariat est la lutte contre l'exploitation, pour l'amélioration de ses conditions de vie et en particulier pour l'augmentation des salaires insidieusement rongés par l'inflation; par contre la dilution dans le chœur des lamentations démocratiques contre la hausse des prix, les projets de réforme illusoire qui proposent en somme de confier à l'Etat de la bourgeoisie... la défense des conditions de vie des exploités, la collaboration de classe avec cet Etat pour contenir les salaires et les prix dans le cadre du sauvetage de l'économie nationale, toutes ces méthodes constituent autant de trahisons des intérêts de la classe ouvrière, qui ne peuvent être défendus que par la lutte.

Cette lutte inévitable ne constitue pas pour les communistes une fin en soi: comme toute lutte immédiate, elle doit tendre à être subordonnée (le seul organe capable de réaliser cette subordination étant le parti de classe) au but final de l'émancipation prolétarienne, ainsi que l'expliquait Marx:

aussi haut que la situation du marché le permet!

La réaction de la bourgeoisie démontre d'ailleurs la justesse de la démonstration de Marx, selon laquelle salaires et profits varient en sens inverse: chercher à réaliser un blocage général des salaires nominaux, c'est-à-dire une baisse des salaires réels, c'est précisément avouer qu'on cherche à rétablir des profits devenus trop faibles (confirmation de la chute tendancielle du taux de profit) par une diminution générale des salaires. Les exemples des plans de « gel » des prix et des salaires réalisés en Grande-Bretagne et aux U.S.A. en fournissent une preuve chiffrée éclatante: en Grande-Bretagne, la part des profits dans le revenu national baissait lentement et avait atteint 11,7 % fin 1971, au moment de l'instauration du blocage: depuis, elle n'a cessé de remonter progressivement pour atteindre 12,9 % au 2<sup>e</sup> trimestre 1973; dans le même temps, la part des revenus salariaux, qui atteignait 69 % au début du blocage, descendait à 67,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre 1973 (Financial Times, 9-10-73); le même calcul effectué pour les Etats-Unis montre qu'entre le début du blocage (août 1971) et le second trimestre 1973, la part des profits dans le revenu national est passée de 10 % à 12,5 %, celle des salaires de 66,7 % à 65,6 % (calculs d'après Survey of Current Business, août 1973). Ces chiffres qui peuvent paraître arides montrent bien les intérêts des classes en présence: profit contre salaire, bourgeoisie contre prolétariat!

« Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouche contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat » (Salaire, prix et profit).

Mais depuis les paroles de Marx, les syndicats capables de mener de façon autonome et résolue « une guerre d'escarmouche contre les effets du régime existant » ont progressivement fait place à des syndicats de plus en plus intégrés dans l'appareil de l'Etat bourgeois, et leurs bureaucrates continuent à parler démagogiquement le langage de l'action de classe et des revendications ouvrières, mais ont pour fonction réelle de désamorcer la moindre action résolue contre l'exploitation capitaliste et de plier la classe ouvrière aux exigences du capital.

Les bonzes des syndicats anglo-saxons donnent un ignoble exemple de cette collaboration ouverte avec la bourgeoisie qui va de pair avec l'intégration croissante des syndicats dans

l'appareil d'Etat. En Angleterre, où le gouvernement Heath prévoit, dans le cadre de la « phase 3 » de sa politique « anti-inflationniste », de bloquer l'augmentation des salaires au même indice que celle des prix et d'« encourager » le travail de nuit et de week-end, le secrétaire général du T.U.C., Murray, déclare que les syndicats ouvriers ne chercheront pas à créer l'agitation pour lutter contre ces mesures (L'Usine nouvelle, 1-11-73). Aux Etats-Unis, le cynisme est encore plus éclatant: les syndicats invitent les travailleurs à augmenter le rendement et à réduire les coûts afin de « rendre les produits américains plus compétitifs à l'étranger, et d'aider à combattre l'inflation aux Etats-Unis » (U.S. News, 16-4-73). On ne peut jouer plus clairement son rôle de garde-chiourme syndical au service de la bourgeoisie.

En France, le jeu de l'opportunisme syndical peut sembler différent. Au lieu de se soumettre ouvertement aux objectifs déclarés du grand capital, il adopte un vocabulaire « radical » et prétend subordonner les luttes économiques à la perspective politique de la lutte pour les réformes, baptisées « socialisme ». L'actuelle campagne contre la vie chère lancée par la C.G.T. est un exemple typique de cette politique.

Au moment où le gouvernement menace de bloquer les salaires s'ils continuent à « anticiper sur les prix » (!) la C.G.T., suivie par les autres syndicats et les organisations « de gauche », s'apitoie sur le sort des petits commerçants dont le gouvernement bloque démagogiquement les marges bénéficiaires, réclame le blocage des prix des produits « de première nécessité » tout en assurant aux paysans des prix « rémunérateurs », pleurniche sur la spéculation et organise une journée de « protestation » contre la vie chère, bref lance une politique dont la caractéristique essentielle (et le but inavoué) est de noyer toute réaction ouvrière contre l'exploitation dans le flot larmoyant des jérémiades démocratiques et inter-classistes contre la « dégradation du niveau de vie », tentant ainsi de désamorcer toute action résolue et d'envergure pour le salaire. Au même moment, l'opportunisme multiplie les propositions de collaboration de classe franche, ouverte et loyale: « La C.G.T. se déclare toujours prête à discuter de tout moment [autrement dit, sans avoir engagé la moindre lutte - N.d.R.]. Ou bien le gouvernement engagera la négociation sur l'inflation et la vie chère, et on pourra aboutir à un compromis acceptable [souligné par nous]. Ou bien il cherchera à imposer par voie d'autorité une politique des revenus aboutissant en fait au blocage des salaires et il se heurtera à la riposte des syndicats et de toutes les victimes de cette politique » (L'Humanité, 8-11-73). Le même jour, Séguy déclarait à Cherbourg: « Il n'est pas trop tard pour prendre les mesures qui s'imposent, et nous sommes prêts à en discuter avec le gouvernement et les patrons. Nous leur proposons d'ouvrir immédiatement une négociation [c'est une idée fixe!]... sur l'institution d'un système d'échelle mobile garantissant le pouvoir d'achat des salaires et fonctionnant à partir d'un indice des prix représentatif de la réalité du coût de la vie et des besoins des familles des travailleurs » (Figaro, 9-11-73). Bloquer les hausses de salaire à l'indice des hausses de prix, tout en donnant l'illusion d'une « garantie » de l'Etat bourgeois aux exploités: quelle différence de fond avec la pratique des garde-chiourmes syndicaux anglais, américains ou allemands? Non seulement l'opportunisme masque par sa propagande et ses propositions de réformes le caractère inévitable du mécanisme inflationniste, de la vie chère et de l'aggravation de l'exploitation en régime capitaliste, mais il sabote, par sa docilité rampante (déclarations

mises à part) devant le capital et le fractionnement systématique des luttes, les tentatives de défense élémentaire contre l'exploitation capitaliste. Tout ceci ne fait que confirmer une fois de plus qu'on ne peut abandonner le but révolutionnaire de l'émancipation prolétarienne sans sacrifier en même temps les intérêts quotidiens de la classe ouvrière.

★

Aux fausses recettes réformistes des charlatans opportunistes pour « arrêter la hausse des prix », le marxisme n'oppose pas d'autres recettes mitonnées par ses « spécialistes », mais sa vérité de classe, qui pour paraître « générale » et peu « concrète » à la myopie petite-bourgeoise et opportuniste, renferme cependant les seules solutions réelles capables de mettre fin à l'exploitation capitaliste. La lutte contre les causes de l'exploitation accrue, dont l'inflation n'est qu'un des aspects, ne se mène pas et ne peut se mener par des propositions de réformes, mais par la lutte pour la destruction révolutionnaire du capitalisme. La lutte contre les effets de l'inflation ne se mène pas par des mascarades ou des lamentations démocratiques, mais par la lutte économique contre l'exploitation et pour le salaire — lutte qui elle-même n'est pas une fin en soi mais doit être une préparation à la lutte finale pour la destruction du capitalisme. Dans la situation actuelle d'infection opportuniste généralisée, la défense des intérêts immédiats du prolétariat, tout comme celle de ses intérêts historiques, que seul le véritable parti communiste peut relier entre eux, suppose la lutte résolue et sans trêve sur deux fronts: celui du capital, et celui de son laquais fidèle, l'opportunisme syndical et politique, d'autant plus dangereux qu'il est masqué au sein même de la classe ouvrière pour mieux la désarmer face à l'ennemi.

## Le bulletin de vote et le goupillon

L'Eglise aurait-elle changé? Se serait-elle rangée aux côtés des exploités « conformément à son esprit initial », comme disent ceux qui, réciproquement, ne peuvent concevoir le communisme que comme la réalisation d'un idéal humanitaire abstrait? C'est ce que laissent entendre tous les chercheurs de nouveaux alliés pour la classe ouvrière, opportunistes classiques ou à phraséologie « gauchiste ».

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, vient de remettre les choses au point, en célébrant — le symbole n'est-il pas clair? — la messe de rentrée au Parlement: la désobéissance aux lois « risque de placer la société devant la tentation de l'anarchie qui écrase le faible [sic], ou celle du fascisme qui supprime la liberté » (Le Figaro du 25-10-1973). Le cardinal cite en exemple les « activités illégales perpétrées par un groupe de commerçants, une association de médecins, un organisme financier (?), des grévistes, etc. ». Les lois bourgeoises qui sanctionnent la dictature d'une classe sont baptisées par l'archevêque « règles qui régissent la communauté humaine »...

Merci à ce saint homme de confesser, en exigeant au nom du « maintien des libertés » le respect de l'ordre existant, la même vérité qu'avouait récemment le ministre Galley en présentant l'armée comme le « dernier rempart d'une société libérale »: le mot de liberté n'est plus, là où la bourgeoisie a liquidé les vieilles classes, que le masque trompeur avec lequel l'ordre bourgeois cache sa face hideuse.

Merci également au cardinal de rappeler, en montrant le lien entre le bulletin de vote et le goupillon, ce que vaut la « défense des libertés démocratiques » prônée par l'opportunisme comme remède à l'oppression bourgeoise: des paroles de curés au service de l'ordre!

## L'ADVERSAIRE INTÉRIEUR

La découverte d'un Bulletin de renseignements trimestriels sur l'adversaire intérieur, établi par l'Etat-major militaire, et tirant les conclusions d'un vaste travail de renseignements effectué sur les organisations d'opposition par des services des différents corps de l'Etat, a fait pâlir d'indignation nos bons démocrates qui — nous pouvons nous en porter garants — ne veulent pas le moindre mal à l'Etat ni à son armée, comme le prouve une fois de plus l'intervention de l'honorable parlementaire R. Ballanger, du P.C.F., à l'Assemblée nationale (voir L'Humanité du 19-10-73):

« Ne voudrait-on pas préparer l'armée à accepter la répression du mouvement populaire qui, de plus en plus fortement, conteste la politique du pouvoir...? (...) Face à une telle déviation du rôle et de la conception de l'armée et de la nation, l'Assemblée nationale, expression de la souveraineté nationale, se doit de réagir avec vigueur. »

Ainsi, l'armée ne serait pas, comme nous l'imaginions, nous marxistes, un organe de l'Etat bourgeois, instrument de domination contre la classe opprimée!

L'Assemblée doit « dévoiler publiquement dans quelles conditions, par quelles directives certains tentent d'entraîner l'armée à accomplir cette sale besogne ».

Si l'armée est donc conduite à accomplir des tâches de répression, ce ne serait donc pas, comme se le figurent les marxistes, parce que c'est sa fonction, ni à cause de la division de la société en classes antagonistes, mais à cause des méchantes « directives de certains ».

Maudits soient ces énergumènes qui troublent la collaboration entre les classes!

« L'armée, poursuit Ballanger, la majorité de ses cadres se veut loyale et au service de la nation et non à celui d'une faction. Ceux qui veulent lui faire prendre une autre voie, portent atteinte à son moral et essaient de l'isoler de la nation. »

Si l'on quitte l'univers fantastique de l'imbécillité démocratique pour marcher sur ses pieds dans la société capitaliste, qui dit nation dit classes sociales et donc lutte des classes. L'armée ne peut donc pas être « isolée » de la lutte des classes et de la nation, puisqu'elle est elle-même un organe de l'Etat qui est un instrument au service des classes dominantes. Parler alors d'« isolement de l'armée de la nation » ou bien ne veut rien dire, ou bien ne peut signifier autre chose que reconnaître que la classe opprimée doit nécessairement affronter l'Etat et son armée.

On imagine aisément de quel côté de la barricade sont ceux qui, dans ces conditions, se préoccupent du bon « moral de l'armée ». Parce que, dans une situation révolutionnaire il n'y a plus aucune place pour ceux qui veulent concilier les intérêts de classe, les démocrates — même et surtout quand ils prétendent parler au nom de la classe ouvrière — après avoir entravé le travail révolutionnaire dans l'armée au nom de l'unité entre l'armée et la nation, sont les premiers à crier sus aux barbares, sus au prolétariat révolutionnaire, qui ose « isoler de la nation » et de la civilisation pour abattre l'ordre établi.

Abonnez-vous à la presse du Parti

# L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois, et de la dictature

L'article ci-dessous est le dernier de la série des trois articles dont les deux premiers ont paru dans les nos 159 et 160 du *Proletaire*. Il a été publié pour la première fois dans le n° 20 de février 1921 de *Il Comunista*, organe central du Parti Communiste d'Italie.

## L'EMPLOI DE LA VIOLENCE

Dans les précédents articles traitant de la prise du pouvoir, nous nous sommes efforcés de formuler dans leurs termes véritables les différences de principe qui séparent les communistes des partisans des thèses socialistes traditionnelles. Notre propos n'était pas encore la critique de la tactique social-démocrate et de son développement nécessaire jusqu'à l'action ouvertement anti-révolutionnaire, critique qui n'a été abordée qu'en passant, et qui mérite d'être traitée longuement. Pour l'instant il s'agit simplement de démontrer que la méthode communiste a un contenu qui lui est propre, et qui est défini de façon si rigoureuse qu'on ne peut pas l'accepter avec des réserves, en prendre une partie et rejeter l'autre, ni l'assouplir par une critique visant à réduire l'écart entre nos positions et les vieilles illusions social-démocrates.

Nous avons donc mis en évidence l'opposition entre la thèse social-démocrate et la thèse communiste, en montrant que c'est seulement en apparence que le problème de la prise du pouvoir par le prolétariat constitue un point de départ commun, car en réalité, ce qui sépare ces thèses, c'est la question plus importante de la nécessité ou non de briser l'appareil de l'État bourgeois pour créer la possibilité d'un pouvoir prolétarien qui détruira l'économie bourgeoise. Quand les social-démocrates nous disent : l'État tel qu'il est aujourd'hui (c'est-à-dire avec son parlement et son appareil exécutif) peut être pris et utilisé pour les buts de

classe du prolétariat — ce qui revient à dire que l'on peut atteindre ces buts sans action violente ni lutte armée — quand les social-démocrates s'expriment ainsi, peu nous importe qu'ils se réclament du marxisme et acceptent en paroles les idées de *lutte de classe*, d'*intransigeance*, d'*exercice du pouvoir sans participation bourgeoise*. Ces gens-là ne comprennent rien au marxisme puisqu'ils n'ont pas assimilé la critique de la démocratie et du rôle de l'État dans les rapports entre classes ; pas plus chez Marx que dans l'histoire, ils n'ont appris qu'une structure étatique donnée naît, vit et meurt en tant qu'instrument du pouvoir de la classe que le développement des moyens de production met à la tête de la société ; et que la classe bourgeoise capitaliste a trouvé cet instrument dans l'État parlementaire moderne, qui existe dans tous les pays qui ont conquis les délices du régime démocratique avec son cortège de bureaucratie, d'armée, de justice de classe.

Ces gens ne voient même pas que pour prendre la direction de la société — quand la maturation des rapports économiques l'y a poussée — la bourgeoisie a dû noyer dans le sang et dans la terreur les vieilles institutions, les personnes, les castes dominantes. Ils acceptent la thèse spécifiquement et stupidement bourgeoise selon laquelle la nécessité de l'emploi de la violence, de la guerre civile et des bouleversements révolutionnaires aurait disparu du cours de l'histoire après la violence légitime de la révolu-

tion démocratique qui aurait ouvert l'époque des luttes civilisées, pacifiques et électorales. C'est une thèse bourgeoise, car elle traduit en langage démagogique l'idée que la violence est légitime quand elle donne le pouvoir à la classe capitaliste, mais qu'elle n'est pas légitime quand elle veut le lui arracher. C'est une thèse ignoblement bourgeoise, car elle implique la conclusion que la violence défensive de l'État actuel contre toute action qui porte atteinte à ses pouvoirs constitutionnels est légitime, et employée dans l'intérêt collectif : la sauvegarde du mécanisme démocratique. (Comme toujours, la dialectique implacable qui la dirige dans l'histoire pousse donc la bourgeoisie à renier sans vergogne les postulats dont elle s'est servie.) Aussi ceux qui mettent le doigt dans l'engrenage social-démocrate capitulent devant les thèses bourgeoises et se retrouvent sur des positions diamétralement opposées à celles que soutiennent les marxistes, pour qui l'État existe et fonctionne non pas dans l'intérêt de la collectivité sociale, mais dans l'intérêt d'une seule classe. Ces gens ne voient même pas que le cycle des révolutions, c'est-à-dire du passage du pouvoir d'une classe à l'autre, ne peut être clos que par un État dont la fonction historique est d'agir pour l'abolition des classes. Cet État ne peut être que l'État prolétarien, destructeur, en fait et en principe, de la propriété privée, alors que l'État bourgeois ouvre et déroule son cycle historique dans le cadre d'une société plus que jamais divisée en classes.

En somme, face à la formidable vision du marxisme, ces gens sont des imbéciles bornés ; mais, face à ses affirmations viriles et catégoriques contre tout pacifisme philistin, ils apparaissent comme des castrats de la race du Christ, de Tolstoï ou autres Mazzini ; des

eunuques qui assumeront cependant demain le rôle de bourreaux au service des sultans du capital qui, eux, ne s'embarrassent pas de pieuses considérations humanitaires.

Une fois rejetés dans le marais social-démocrate ceux qui prétendent surnager grâce au radeau délabré de la tactique socialiste intransigeante d'autrefois — tactique qui a eu sa valeur historique en tant que prémisses logiques de l'attitude actuelle des communistes — il faut nous occuper des innombrables autres fabricants de programmes, ceux dont les affirmations particulières, les interprétations spécifiques des concepts de base du communisme — *l'emploi de la violence et la dictature du prolétariat* — vont un petit peu plus loin, et qui pour cette seule raison prétendent au qualificatif de communistes.

Ils pullulent en Italie, surtout parmi ceux qui, partant des récentes déclarations maximalistes enflammées, font route vers le réformisme le plus ignoble, mais ont besoin, pour atteindre leurs buts, de se présenter aux masses comme des partisans de la doctrine communiste et de l'action de la III<sup>e</sup> Internationale. On peut montrer non seulement que leurs positions se ramènent au social-démocratie pur (qu'on nous passe l'expression, répète involontaire à la qualification plutôt stupide de communistes purs dont on nous affuble à titre d'injure et non dans un but de précision critique), mais que les conséquences de leur action sont encore plus insidieuses et défaitistes que dans le cas des social-démocrates.

Que disent-ils donc ? Leur grande habileté c'est de rester dans le vague et d'éviter les affirmations claires ; mais à travers les silences comme à travers les bavardages

creux, leur attitude se dégage dans toute son ineptie. Considérons par exemple leur position sur le problème de la violence. Ils disent à peu près ceci : Nous admettons la violence comme un moment nécessaire de l'acte révolutionnaire ; mais nous jugeons inopportun de prêter la violence dès maintenant (même des crocodiles rougiraient...) parce que les choses ne sont pas mûres et que la bourgeoisie, qui est en position de force, nous attaquera par avance si elle se sent menacée. Or c'est précisément ce qu'ils ont fait, ces « maximalistes » ! Jusqu'à hier ils ont prêché la violence, mais n'ont rien fait pour organiser une préparation des masses correspondant à cette propagande verbale ; ils se sont contentés des cent cinquante sièges au Parlement et des deux mille cinq cents municipalités socialistes que cette propagande leur a rapportés ; et aujourd'hui, face à l'attaque bourgeoise qu'ils sont impuissants à repousser, leurs déclarations ignobles préchent le désarmement politique et matériel du prolétariat. Ils en arrivent à prôner un défaitisme tel que dans tout régime militaire — capitaliste ou socialiste non évangélique — il justifierait largement leur exécution immédiate.

Dire que l'on aura recours à la violence au dernier moment, quand les conditions elles-mêmes, au point culminant de la crise, la rendront inévitable et logique, c'est en réalité une attitude défaitiste devant la révolution. En effet, la bourgeoisie compte sur son appareil défensif démocratique — aidé par l'illusion social-démocrate — pour réaliser le schéma suivant : faire croire aux masses qu'elles pourront accéder au pouvoir par la voie légale, douce et facile, et, quand la violence explosera, profiter de ce qu'elle-même est prête et possède son organisation armée étatique, pour écraser toute tentative d'insurrection de la part d'un prolétariat sans aucune préparation.

Donc, celui qui n'est pas un pur social-démocrate et qui est capable de voir que, quel que soit le cours des événements, on en arrivera tôt ou tard à l'affrontement armé, celui-là doit aussi comprendre qu'on y arrivera dans une position d'autant plus favorable à la révolution, que le prolétariat se sera davantage préparé à cet affrontement.

La méthode communiste exige que même quand on n'en est pas au stade de l'assaut imminent on dise au prolétariat qu'il faudra que cet assaut ait lieu et que c'est seulement les armes à la main que l'on pourra l'emporter. Et en même temps qu'ils annoncent cette nécessité et créent dans les masses le sentiment qu'elles devront savoir affronter, les communistes doivent organiser la force du prolétariat contre l'État bourgeois ; c'est seulement à cette condition que l'on peut, quand la situation l'exige, suspendre des actions risquées ou défavorables.

Quant à ceux qui au moment des conflits décisifs, quand la bourgeoisie rejette le masque de la démocratie et de la légalité, prétendent répondre en appliquant ce même masque sur le visage du prolétariat ; ceux qui défendent la légitimité du régime parlementaire civilisé, engageant les masses à renoncer à toute action armée et à s'en remettre à on ne sait quelles forces représentables qui, sans coup férir, leur ouvriront l'avenir, ceux-là n'échappent pas à cette alternative : ou bien ils croient au mensonge social-démocrate qui exclut la violence prolétarienne des voies de l'histoire, et le purgatoire des imbéciles leur sera un châtiment suffisant ; ou bien ils croient — même confusément — à la nécessité d'un épisode de lutte violente, et alors — surtout si auparavant ils ont prôné verbalement une violence allant au-delà du nécessaire — ils méritent d'être précipités dans l'enfer réservé aux traîtres.

## Vieux et nouveaux systèmes d'exploitation dans l'automobile

Le secteur automobile revêt une grande importance pour les principaux pays capitalistes ; il suffit de penser au développement des transports aussi bien privés que publics d'aujourd'hui. Dans chacun de ces pays, l'industrie automobile est parmi les plus développées, parmi celles qui possèdent les équipements les plus modernes et qui absorbent le plus grand nombre d'ouvriers. Selon une loi constante du régime capitaliste, l'industrie la plus développée est synonyme d'exploitation mille fois plus raffinée et efficace. Ainsi, pour accroître la productivité du travail, des études et des expériences se développent de plus en plus, et on essaye régulièrement d'améliorer le système capitaliste pour une « humanisation du travail » et autres sottises de ce genre. Ainsi, en Suède, à Skode et Kalmar, apparaissent les usines « personnalisées » de Volvo. L'accroissement de la productivité s'y obtient en « améliorant la satisfaction personnelle » (!!!), en intégrant le travail individuel à un « processus de groupe dynamique ». Comment ? Dans un premier temps, en « éliminant le travail à la chaîne » (24 Ore, 18-2-73). Pour cela, la mécanisation et l'automatisation seront intensifiées, les conditions de travail seront transformées, les plus récentes techniques de climatisation, d'« illuminotechnique » (!), d'acoustique, d'architecture et peut-être même... de jardinage seront utilisées pour préparer la nouvelle cage dorée des esclaves prolétaires. L'organisation du travail sera basée sur des groupes de 15 à 20 ouvriers qui s'occuperont entièrement de chaque secteur du processus de production. De plus, au sein d'un groupe, chaque ouvrier pourra choisir son travail et aura la possibilité de passer d'un poste à un autre. Ainsi la

chaîne de montage paraît dépassée : le système qui a donné une énorme impulsion au développement de l'industrie moderne — basée sur la grande simplification des tâches permise par l'automatisme et la mécanisation et par la division du travail qui en découle — doit être remplacé par un système d'exploitation du travail humain plus perfectionné. Et ce nouveau système « plus humain » ou « personnalisé » est évidemment basé sur une mécanisation et une automatisation encore plus poussées. En simplifiant ultérieurement chaque acte du processus de production, ce système rendra inutile le recours au rythme invariable de la chaîne, mais exploitera toute l'énergie de l'ouvrier, même la petite partie restée inutilisée jusqu'à présent : car inévitablement, dans le groupe de travail, chaque ouvrier sera contraint de travailler au maximum de sa capacité, et en plus tout ce qui ne pourra pas être terminé par les ouvriers les plus lents sera automatiquement pris en charge par les plus capables et les plus rapides, « avantage » qui ne pouvait être obtenu avec la chaîne de montage. L'autre corollaire de cette nouvelle manière de procéder est que non seulement chaque groupe est responsable du transport des pièces à l'intérieur de son secteur, mais qu'il « répond dans une plus grande mesure [que dans la forme traditionnelle de travail] de la qualité de l'exécution ». En conclusion, les bons résultats de cette philanthropique innovation ne manqueront pas de se concrétiser en... un bon profit supplémentaire dans les poches du patron, comme cela s'est déjà vérifié au cours de précédentes expériences semblables : « on peut affirmer qu'une augmentation du coût de planification et de construction des installations et un

accroissement du coût de production sont compensés par une plus grande continuité de la production qu' est obtenue soit par une baisse de l'absentéisme, soit par une amélioration du travail ». Naturellement toutes ces réformes « humanitaires » ont été projetées et réalisées en accord avec « les représentants du personnel », c'est-à-dire les « syndicalistes » complètement vendus au patron.

\* \*

Si ce sont là des systèmes d'exploitation plus modernes, encore peu diffusés et dans une phase expérimentale, dans le reste du monde les bons vieux systèmes subsistent. Comme, par exemple, les heures supplémentaires obligatoires : c'est le cas aux U.S.A., où, dans les trois plus grandes entreprises de Detroit, « on a travaillé six jours par semaine au lieu de cinq, avec un nombre élevé d'heures supplémentaires », (24 Ore, 24-6-73) ; au même moment on engageait des ouvriers supplémentaires pour faire face à une forte augmentation de commandes de voitures — qui sera toutefois, d'après les prévisions, de courte durée. Ce qui signifie que lorsque la demande diminuera, les ouvriers en surnombre recevront comme gratification un coup de pied dans le derrière, selon la « saine » logique capitaliste.

En Allemagne par contre, le patron a ouvertement recours à la réduction du salaire. Les grèves que les ouvriers allemands sont en train de faire en ce moment, démontrent comment ils sont obligés de se battre pour défendre un niveau minimum de subsistance. A Kassel (Basse-Saxe), les 4.000 travailleurs de l'industrie de camions Hanomag-Henschel sont en grève pour s'opposer à l'intention patro-

nale d'incorporer dans le treizième mois l'indemnité de vie chère d'un montant de 250 DM (approximativement 425 F) accordée en juillet dernier et non encore payée.

C'est de nouveau la productivité insuffisante du travail qui précède l'industrie automobile italienne. Bien qu'ayant augmenté de 1,8 % pour la période 1971-72, ce qui constitue déjà une augmentation extrêmement faible par rapport aux autres pays, elle a subi une diminution de 7,7 % dans la production de camions. Inutile de dire que la faute en revient aux... très nombreuses grèves. Mais les pauvres Agnelli et Cie sont également préoccupés par l'« honnête » concurrence des Fiat slaves : ils ont « découvert » que les Fiat 124 produites à Togliattigrad, qui en U.R.S.S. coûtent presque 5 millions de lires, sont vendues par l'intermédiaire de filiales belges, suisses et finlandaises à un prix qui doit tourner autour d'un million de lires. Ce qui permet au journaliste de *L'Espresso* du 15-7-73, dans lequel cette nouvelle a paru, d'ironiser : « C'est une forme d'accumulation socialiste qui n'est pas nouvelle et que les « détracteurs » du système pourraient même appeler plus directement *dumping* ». Le fait est qu'il ne s'agit pas là d'« accumulation socialiste » (!) mais bel et bien de capitalisme ; et c'est en substance le système utilisé par les industries polonaises qui produisent la Polski Fiat, et qui, malgré un marché polonais très affamé, en exportent au même prix que les Fiat « italiennes ».

Etrange paradoxe — en fait parfaitement normal en régime capitaliste — que celui d'une industrie qui exporte des capitaux et des moyens de production technologiquement avancés pour obtenir le brillant résultat de... se créer tant de nouveaux concurrents ! !

# Quand se fondait la prétendue IV<sup>e</sup> Internationale

(Suite de la page 1)

Face à la tâche démesurée et toujours à accomplir de reprendre l'œuvre manquée de la III<sup>e</sup> Internationale — la construction de partis communistes occidentaux, capables de se libérer une fois pour toutes des scrupules démocratiques et légalitaires de la seconde Internationale, scrupules qui, en provoquant la faillite de la révolution européenne purement prolétarienne et l'isolement de la double révolution russe, avaient fait surgir le « super Noske » Staline — Trotsky avait l'illusion que les obstacles pourraient être renversés, d'une part par la pression des événements et de l'autre par une habile utilisation d'une tactique élastique.

Or, en fait, même la possibilité d'utiliser les événements, les situations critiques créées par les contradictions intrinsèques du capitalisme, et d'appliquer sans préjugés une tactique bien différenciée suivant les situations dans lesquelles on se trouve, est donnée au mouvement révolutionnaire par une profonde clarté théorique et stratégique, et par un « plan tactique » et « organisationnel » préalable et précis : dans le cas contraire, la tactique flexible devient suïvisme et dans le meilleur des cas improvisation de la dernière minute, directive au jour le jour ; l'organisation se relâche, les vastes perspectives deviennent confuses et la capacité du parti de réagir à la pression ambiante et à ses inévitables répercussions internes s'amoindrit. Cela, on l'a vu dans les grands partis (et un « petit » parti

comme le parti italien était relativement grand avec ses dizaines de milliers de militants, ses milliers de cadres, même s'ils n'avaient pas été trempés par de longues années de lutte) de la III<sup>e</sup> Internationale que même la présence de Lénine et de son parti à la tête de l'organisation mondiale ne pouvait guérir de but en blanc de la tare héréditaire découlant de l'origine de ces partis qui n'avaient pas derrière eux en 1919-1920 et encore moins en 1929 les quinze ans d'activité révolutionnaire, menée avec une cohérence magnifique sur le triple plan du *studieren*, *propagandieren*, *organisieren*, du bolchevisme.

« Dans la manœuvre, comme dans la bataille, ce n'est pas la sagesse stratégique (et bien moins encore la ruse des combines) qui décide du résultat ; c'est le rapport des forces qui l'emporte. D'une manière générale le danger qu'une manœuvre, même si elle est judicieusement conçue, fait courir à un parti révolutionnaire, est d'autant plus grand que celui-ci est jeune et faible par rapport à ses ennemis, alliés ou semi-alliés. Voilà pourquoi (...) le parti bolchévique ne commença pas du tout par des manœuvres, envisagées comme une panacée ; il n'y eut recours que lorsqu'il fut assez grand pour les exécuter, ayant pris profondément racine dans la classe ouvrière, s'étant consolidé dans le domaine politique et virilisé dans celui des idées.

Le mal est précisément que les épigones de la stratégie bolchévique présentent aux jeunes partis communistes l'esprit de manœuvre et

la souplesse comme quintessence de cette stratégie en les arrachant de leur axe historique et de leurs bases de principe, réalisant ainsi des combines qui ressemblent trop souvent à la course de l'écureuil dans sa roue. Ce n'est pas la souplesse qui constitua (et qui d'ailleurs à présent non plus, ne doit pas constituer) le trait caractéristique fondamental du bolchevisme, mais sa fermeté d'airain. C'est précisément de cette qualité, qu'il possédait, et que lui reprochaient ses ennemis et adversaires, que le bolchevisme fut fier à juste titre. Non pas « optimisme » bonasse, mais intransigeance, vigilance, défiance révolutionnaire, lutte pour chaque pouce de son indépendance, voilà quels en sont les traits essentiels. C'est justement par là que doivent commencer les partis communistes d'Occident et d'Orient. Ils ont encore à conquérir le droit d'exécuter de grandes manœuvres, en préparant d'abord la possibilité matérielle et politique de leur réalisation, à savoir : la force, la solidarité et la sévérité dans le choix des moyens qu'utilise leur propre organisation » (Trotsky : *L'Internationale communiste après Lénine*, juin 1928, II 9, P.U.F., pp. 253 et 254).

« Il fallait des conditions tout à fait particulières comme le tsarisme, l'illégalité, les prisons et les déportations, une lutte de plusieurs années contre les menchéviques, et surtout, l'expérience de trois révolutions, pour éduquer des militants comme Kote Tsintsadze. Sa vie s'est entièrement confondue avec l'histoire du mouvement rév-

lutionnaire pour une période de plus d'un quart de siècle. Il a parcouru toutes les phases de la révolution prolétarienne, depuis les premiers cercles de propagande jusqu'aux barricades et à la prise du pouvoir. Pendant de longues années il a accompli un minutieux travail d'organisateur illégal, dans la période où la révolution tissait des nœuds que la police s'ingéniait à défaire. Puis il est devenu le chef de la Tcheka transcaucasienne, c'est-à-dire au centre même du pouvoir pendant la période la plus héroïque de la dictature du prolétariat (...). Les partis communistes d'Occident n'ont pas encore éduqué des militants du type de Tsintsadze. C'est leur principale faiblesse, qui est déterminée par des raisons historiques, mais cela n'empêche pas que ce soit une faiblesse. L'Opposition de Gauche dans les pays occidentaux ne fait pas exception dans ce sens, il faut bien s'en rendre compte. (A la mémoire d'un ami - Devant la tombe fraîche de Kote Tsintsadze, 7-01-1931. *Ecrits* 1928-1940, vol. I, Paris 1955, p. 195.) (à suivre)

## PERMANENCES DU PARTI

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

## PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito nr. 21 (9 novembre 1973) del nostro quindicinale in lingua italiana.

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario :

- In silenzio la talpa lavora.
- Riformismo « incalzante » e offensivo del P.C.I.
- La questione contadina in Francia e in Germania (Engels).
- Lo sviluppo della produzione e dei scambi fra nazioni capitalistiche lungi dal garantire la pace porta letamente ma inesorabilmente alla guerra fra stati.
- Onore al merito.
- Vita di partito.

Abbonamento annuale : 20 F

### PARTEIVERÖFFENTLICHUNGEN IN DEUTSCHER SPRACHE

Eben erschien die Broschüre : **DER KAMPF GEGEN DEN ALTEN UND DEN HEUTIGEN REVISIONISMUS.**

Inhalt :

- Richtlinien zur Wiederherstellung der marxistischen Lehre.
- Der historische Zyklus der kapitalistischen Wirtschaft.
- Der Historische Zyklus der politischen Herrschaft der Bourgeoisie.
- Der historische Verlauf der Klassenbewegung des Proletariats — Kriege und opportunistische Krisen.

Preis 6 F.

Bestellung beim Prolétaire.

# VIE DU PARTI

## REUNION PUBLIQUE A PARIS : « L'AMERIQUE LATINE ET LA REVOLUTION MONDIALE »

Une réunion publique sur ce thème s'est tenue à Paris le 2 novembre. C'est sur la base de l'*Appel à la classe ouvrière des deux Amériques* du C.E. de la III<sup>e</sup> Internationale (novembre 1920) que l'exposé a fait ressortir les deux caractères saillants de l'A.L. à l'époque : sa situation coloniale ou semi-coloniale vis-à-vis de l'impérialisme international et notamment des U.S.A., et le poids généralisé de l'économie agricole dont l'arriération posait le problème agraire comme facteur révolutionnaire de premier ordre.

Les données statistiques de l'évolution ultérieure de l'A.L. ont permis de mettre en évidence l'affermissement de la domination politique, militaire et économique des U.S.A. sur l'ensemble du continent américain, tout comme sa diversification sur le plan économique, l'impérialisme ayant élargi sa pénétration dans le secteur industriel en suivant ainsi la tendance à l'industrialisation des pays les plus évolués. A l'aide de l'exemple chilien, l'exposé a montré la permanence du problème agraire comme facteur révolutionnaire « impur » dans de très vastes aires du continent.

L'exposé a relevé que l'évolution tourmentée de l'Amérique latine du XX<sup>e</sup> siècle était l'expression de la naissance et de l'écllosion du capitalisme au milieu d'un corps social arriéré. Il a illustré (avec les exemples de dictatures militaires, du populisme paternaliste, de soulèvements populaires et plébéiens et de guerres paysannes) les deux grandes voies des transformations bourgeoises qui ne peuvent avoir lieu qu'au milieu de la violence et de la terreur : soit celle par en bas — celle de la violence plébéienne avec l'élimination radicale des maux anciens — soit celle par en haut — celle de la violence blanche avec les lentes transformations qui font peser sur les classes exploitées la modernisation douloureuse et pénible des anciennes structures sociales et économiques.

L'analyse de l'évolution chilienne a permis d'illustrer les antagonismes créés par ce processus historique dans le cadre de l'impérialisme qui, sans modifier la nature du problème, fait intervenir un facteur dont le poids et le rôle complexe n'agit pas à sens unique, ayant un rôle autrement dialectique que celui des classes féodales dominantes dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle.

Se bornant au cas chilien, l'exposé a montré non seulement la couardise de la grande bourgeoisie réformiste qui fut carrément achetée par l'impérialisme et qui, tout comme l'allemande un siècle plus tôt « ne défendait pas les intérêts d'une société nouvelle contre une société ancienne, mais des intérêts renouvelés au sein d'un régime périmé », mais encore la démission de la démocratie petite-bourgeoise dite « socialiste » dans la lutte contre la domination impérialiste, contre la classe des agrariens et, à plus forte raison, contre la grande bourgeoisie (cf. *Le Prolétaire*, n° 158).

Dans une deuxième partie ont été développés les points de principe et de programme qui doivent constituer des piliers du mouvement communiste à l'échelle internationale et à l'échelle de la révolution américaine en particulier, tels qu'ils sont exposés dans l'*Appel* de 1920.

La tâche du prolétariat révolutionnaire étant « de briser la puissance de l'impérialisme mondial », son accomplissement exige la constitution du prolétariat en parti mondial et centralisé qui soit « le centre de l'action révolutionnaire des ouvriers de tous les pays ; (qui) doit coordonner toutes les phases successives, en fixer les grandes lignes générales, assigner ses buts immédiats et sa tactique à la révolution » et qui soit « l'état-major de la révolution mondiale ».

La tâche qui incombe au prolétariat des deux Amériques est de la plus haute importance pour la révolution car seule leur « victoire peut assurer le triomphe définitif de la révolution mondiale. Le renversement de l'impérialisme américain (le plus fort et le plus rapide, dernier rempart du capitalisme international) par les travailleurs des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud constituera une phase décisive de la révolution mondiale ».

Il s'agissait en 1920 d'empêcher la constitution de l'empire américain « qui serait une puissance infiniment plus grande que n'importe lequel des empires qui ont existé » tout comme il s'agit, un demi-siècle plus tard, de le détruire.

La domination continentale de l'impérialisme U.S. sur les deux Amériques « oblige les représentants du mouvement révolutionnaire des Etats-Unis et de l'Amérique du Sud à envisager la révolution non seulement du point de vue de leur

propre pays, mais du point de vue de la révolution dans les deux Amériques, en un mot de la *révolution américaine* ». Cette unité n'avait jamais été mise en relief « par le mouvement socialiste d'autrefois » qui « se préoccupait avant tout d'élections et de conquêtes parlementaires, et non de la lutte révolutionnaire des masses » comme « conséquence logique de l'idéologie petite-bourgeoise, du socialisme pratique (!) et de sa théorie de la conquête « normale » et pacifique du socialisme » et qui, comme les partis stalinisés d'aujourd'hui, n'était « plus qu'une misérable combinaison réformiste, un jouet entre les mains de la démocratie petite-bourgeoise ».

« La lutte des masses ouvrières de l'Amérique du Sud est (...) nécessairement une lutte contre l'impérialisme pan-américain, autant que contre les exploiters locaux » et il « ne peut être question d'émancipation pour les masses ouvrières de l'Amérique du Sud aussi longtemps que la victoire n'aura pas couronné leur action contre l'impérialisme américain » ; il s'agit là d'une « action de classe révolutionnaire des travailleurs des deux Amériques contre l'impérialisme américain ».

En abordant plus spécialement les problèmes de la lutte révolutionnaire en Amérique latine, on constatait en 1920 « parmi les peuples de l'Amérique du Sud une grande confusion dans le mouvement révolutionnaire » et il fallait « en finir avec cette confusion » pour « laisser l'esprit révolutionnaire des masses se manifester activement dans des formes communistes bien déterminées » car sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement prolétarien révolutionnaire et communiste. La tâche urgente en 1920 — et toujours actuelle ! — consistait « à organiser, dans chaque pays de l'Amérique du Sud, un parti communiste résolu et conscient, ayant une idée claire de ses buts » et à l'abri de l'adoration de succès immédiats car « point n'est besoin que ce parti soit puissant dès sa formation ; il lui importe seulement d'avoir un programme net et précis, de créer une agitation résolue en faveur des principes et de la tactique révolutionnaires, d'être implacable dans sa lutte à l'égard de ceux qui induisent les masses en erreur et les trahissent » ; et « ce n'est qu'avec le concours du Parti Communiste que la clarté et l'honnêteté révolutionnaire pourront être introduites dans le mouvement de l'Amérique du Sud ; ce n'est que par ce moyen que le mouvement pourra s'allier avec le mouvement révolutionnaire des Etats-Unis et avec l'I.C. et donner aux masses de l'Amérique du Sud leur légitime place dans l'armée de la révolution mondiale ».

« Seul un mouvement révolutionnaire (exprimant les intérêts du prolétariat et de la paysannerie

pauvre) peut libérer les peuples de l'Amérique du Sud de l'étreinte des exploiters nationaux et de l'impérialisme américain (...). Les paysans opprimés et dupés doivent se réveiller en vue de l'action et de l'organisation révolutionnaires ; (...) l'union révolutionnaire de la classe paysanne pauvre et de la classe ouvrière est indispensable ; seule la révolution prolétarienne peut affranchir la paysannerie, en brisant la puissance du capital, seule la révolution agraire peut préserver la révolution prolétarienne du danger d'être écrasée par la contre-révolution ».

La voie unique de la réalisation de ce programme mondial est celle de la dictature, car « la vie elle-même prouve la nécessité de cette dictature ; repousser la dictature prolétarienne, signifie repousser la révolution » ; l'organe de son exercice est le parti communiste, minorité consciente « mais épurée de l'anarchisme petit-bourgeois des syndicalistes ».

Dans la troisième partie, l'exposé a développé la voie tourmentée de la destruction — sous les coups de l'ensemble des forces de la contre-révolution mondiale — de l'Internationale qui avait ce rôle historique de diriger le prolétariat, suivant ces principes et ce programme, à l'accomplissement de son objectif international.

En particulier, l'exposé a montré que si l'impérialisme a constitué le facteur objectif le plus puissant en tant qu'entrave à la révolution américaine, la dégénérescence stalinienne — dont les effets furent accrus par les effets de la dégénérescence social-démocrate — a constitué le facteur subjectif déterminant du maintien du statu-quo sur le continent américain.

Si en 1920 il s'agissait d'étendre le parti mondial de la révolution communiste au continent américain, aujourd'hui il s'agit de sa reconstitution à l'échelle internationale. Mais aujourd'hui comme hier il n'existe pas d'autre voie pour que le prolétariat puisse accomplir cette tâche suprême de la révolution qu'est la destruction de l'impérialisme, et il n'existe pas d'autre voie pour que le potentiel révolutionnaire de l'Amérique latine puisse être intégré dans cette bataille internationale.

## REUNION REGIONALE A BRUXELLES

Début novembre s'est tenue à Bruxelles une réunion du Parti qui a regroupé des camarades de Belgique et du nord de la France. Des sympathisants bruxellois ont assisté à cette réunion.

Un premier rapport a été fait sur le thème de *Parti et classe* et a développé les positions classiques du marxisme sur le parti révolutionnaire, sur sa composition, ses relations avec la classe, en repre-

nant des textes connus de Marx, Engels et Lénine destinés à montrer comment se constitue la classe à travers la lutte révolutionnaire, comment elle devient de classe « en soi » une classe « pour soi » — processus dont le parti est la condition « subjective » indispensable — et quelle est parallèlement l'évolution du Parti qui avant et pendant la révolution ne regroupera jamais qu'une minorité de la classe. Ce rapport a également insisté sur le fait que le parti est l'organe de la classe prolétarienne et non pas une simple fraction de celle-ci, ce qui signifie qu'il est impossible d'aligner le programme du parti sur le « niveau de conscience des masses » sans lui enlever tout contenu révolutionnaire, alors que pour les marxistes, ce qui caractérise le parti, ce qui le cimenter et le maintient à travers la contre-révolution, c'est justement son programme communiste qui est invariant et indépendant du « niveau de conscience des masses ».

Un deuxième rapport, sur le chapitre VII de *L'histoire de la Gauche Communiste* fut ensuite présenté. Il expliqua comment le mouvement dont nous sommes issus, la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, prépara la constitution du Parti Communiste d'Italie, au cours de l'année 1920, avant le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Exposant tout particulièrement les positions programmatiques défendues par notre courant, positions qui n'avaient aucun caractère national mais qui étaient celles du marxisme et de l'internationalisme, le rapport mit surtout en relief la nécessité du parti de classe, organe indispensable et condition nécessaire à toute action de classe, et la nécessité vitale pour le parti de se préparer avec le sérieux et l'intransigeance les plus grands, refusant tout compromis avec les courants étrangers au marxisme. La lutte de la Gauche contre l'opportuniste italien de 1920 fut identique à celle du Lénine de *Que faire* en 1902, c'est-à-dire la lutte pour la *restauration du programme marxiste*, condition sine qua non de la reconstitution du parti de classe. L'exposé se termina par une analyse rapide des Thèses de la Fraction abstentionniste de mai 1920.

La fin de la réunion fut consacrée à la préparation de prochaines réunions destinées à regrouper à nouveau les sections présentes, et au règlement des questions d'organisation.

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les N.M.P.P.